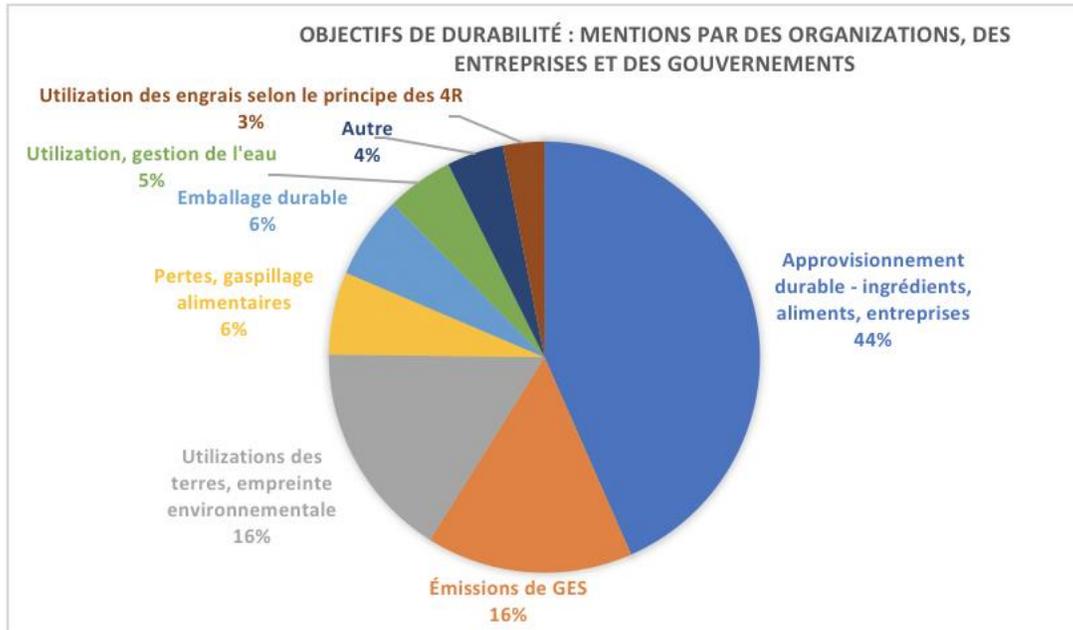


## Résumé du rapport « Cibles de durabilité agroalimentaire »

**Résumé :** Des cibles ambitieuses sont établies à l'échelle du secteur agroalimentaire en vue de réduire l'empreinte environnementale de la production et de l'approvisionnement alimentaire. Le rapport intitulé *Agri-Food Sustainability Targets* porte sur les pratiques de plus de 50 organisations agroalimentaires, initiatives sectorielles, entreprises alimentaires et gouvernements canadiens et étrangers et leur influence sur les marchés et les interventions nationales. Même si l'établissement de cibles axées sur les résultats n'est pas une pratique adoptée par tous, elle devient un outil clé permettant de créer une valeur ajoutée et des avantages sociétaux et d'accroître la compétitivité. (Afin de limiter la portée, les objectifs sociaux et liés à la santé n'ont pas fait l'objet d'un examen).

**Faits saillants :** Il est courant pour les entreprises alimentaires et agroalimentaires, les détaillants et certaines associations de producteurs d'établir des cibles axées sur les résultats, touchant notamment l'approvisionnement en ingrédients entièrement responsable, la réduction des GES, la transition vers l'emballage durable et la réduction du gaspillage (voir le tableau). L'atteinte des cibles exige souvent pour les entreprises de mobiliser leurs chaînes d'approvisionnement, d'accroître la collaboration et d'assurer l'harmonisation avec les producteurs. Certaines entités s'engagent également à améliorer la « résilience du système », une initiative qui va au-delà de la chaîne d'approvisionnement et qui peut être transformationnelle (p. ex., amélioration de la santé des bassins hydrographiques et de la biodiversité). Les améliorations continues à la ferme ont créé d'importants avantages pour les écosystèmes et ont amélioré la productivité, mais les producteurs démontrent un intérêt grandissant pour les mesures axées sur les résultats lorsque les données permettent de créer une valeur ajoutée. De nouvelles plateformes de données et organisations sont créées pour mobiliser les producteurs et les entreprises en vue de générer des données et des processus pertinents permettant de vérifier les engagements et de démontrer la valeur de cette démarche. De nouvelles initiatives sectorielles et préconcurrentielles sont lancées à l'échelle nationale et internationale (souvent en collaboration avec des organisations non gouvernementales) en vue d'améliorer la durabilité de l'environnement et la transparence. Des institutions internationales et régionales établissent également des cibles ambitieuses qui orientent les politiques nationales et les objectifs du secteur privé. En somme, les cibles en matière d'intendance et les points de référence sont variés et sont ici pour rester.

**Résumé des constatations :** Le diagramme à secteurs ci-dessous résume le nombre et le type de mentions liées aux cibles de durabilité environnementale de plus de 50 entités sollicitées ayant annoncé des cibles précises.



**Contexte :** D'importants développements poussent les acteurs du secteur agroalimentaire (mais pas tous) à diffuser des cibles de rendement. Un vaste ensemble d'intervenants du domaine agroalimentaire adopte l'analyse comparative liée à l'environnement pour accroître la productivité et la rentabilité à l'échelle de l'entreprise, respecte des normes plus exigeantes en matière d'approvisionnement et répond aux attentes plus élevées des consommateurs. Les marchés financiers catalysent les divulgations. Les investisseurs institutionnels et les banques évaluent de plus en plus les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) de l'entreprise. Les entreprises et les pays subissent des pressions grandissantes en ce qui concerne le respect des obligations internationales d'ici 2030, notamment les objectifs en matière de développement durable des Nations unies et les objectifs de réduction des émissions de GES de l'Accord de Paris (ainsi que de nouveaux objectifs liés à la biodiversité qui seront annoncés en 2020). En raison de conséquences incessantes des changements climatiques sur le système alimentaire mondial, et maintenant sur les enjeux en matière de sécurité alimentaire et de viabilité sectorielle découlant de la COVID-19, les liens entre les répercussions sur la société, la santé et la biodiversité et le dynamisme de l'économie susciteront sans aucun doute un intérêt accru pour les engagements et les pratiques du domaine agroalimentaire.

**Occasion pour le Canada :** À un moment où la résilience de l'approvisionnement alimentaire international est primordiale, le Canada doit être un chef de file mondial reconnu pour son rendement. Grâce à l'amélioration continue, à l'adoption de l'innovation, aux pratiques exemplaires internationales et à la confiance à l'égard du régime de réglementation, le système de production alimentaire du Canada a une des plus petites empreintes environnementales au monde. On s'attend de plus en plus, tant au Canada qu'à l'étranger, à ce que cette affirmation et les progrès réalisés soient étayés par des preuves. On ne dispose actuellement pas d'un ensemble consolidé de mesures permettant de démontrer que le Canada figure parmi les chefs de file mondiaux dont la production alimentaire est la plus salubre, fiable et durable au plan environnemental. D'autres pays cherchent à démontrer leur leadership à cet égard et les indices mondiaux donnent souvent une meilleure cote de rentabilité à d'autres nations. La cession du leadership canadien à d'autres nations ne doit pas être une option.

**Au sujet du projet :** Des partenaires variés ont affirmé qu'il est important d'établir un *Indice national de rendement agroalimentaire* pour faire en sorte que le Canada soit en mesure de s'adapter à un milieu alimentaire changeant, créant ainsi des avantages aux plans sociétaux, concurrentiel et stratégique. Le projet ne permettra pas d'établir des ensembles de données, mais il permettra d'évaluer le meilleur moyen de structurer les indicateurs afin d'établir une nouvelle référence pertinente tant pour les producteurs que pour les consommateurs. Les éléments à considérer seront examinés dans le cadre de ce projet multidisciplinaire et préconcurrentiel d'ici le début de 2021.

**Partenaires :** Agriculture et Agroalimentaire Canada, Arrell Food Institute (Université de Guelph), Association canadienne de la distribution de fruits et légumes, Bayer Crop Science, Conseil national de recherches Canada, Fédération canadienne de la faune, Entreprise Machine Intelligence & Learning Initiative, Environnement et Changement climatique Canada, Fertilisants Canada, Les Producteurs de poulet du Canada, Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada, Global Institute for Food Security, Les Compagnies Loblaw limitée, Les Aliments Maple Leaf, Conseil national de recherches, Nutrien, Protein Industries Canada, Pulse Canada, Conseil canadien des normes, Statistique Canada, Syngenta, TrustBIX Inc.

**Prochaines étapes :** En se fondant sur les webinaires tenus en avril et en septembre (voir : <https://arrellfoodinstitute.ca/index-agri-food-performance/>; [https://www.gifs.ca/events/details/national\\_index\\_on\\_agrifood\\_performance\\_webinar](https://www.gifs.ca/events/details/national_index_on_agrifood_performance_webinar)), un webinaire est prévu le 18 novembre sur les répercussions politiques et stratégiques de l'élaboration d'un indice. Grâce à la mobilisation d'intervenants variés et au maintien de l'élan suscité par le projet au cours de l'année 2020, les partenaires prépareront un rapport définitif, comprenant des recommandations sur la portée de l'indice, la gouvernance et le fonctionnement, qu'examineront les chefs de file du système alimentaire du gouvernement, de l'industrie et des secteurs connexes.

**Personne-ressource :** David McInnes, coordonnateur, Indice national de rendement agroalimentaire : [daviddmcinnes@gmail.com](mailto:daviddmcinnes@gmail.com)